

*SCANNER : Géopolitique et
trahison, douloureuse expérience
palestinienne (I) (photos)*



La Havane (Prensa Latina) Les guerres accumulent les records de désolation et tandis que la paix est réduite à des désirs de plus en plus utopiques et nébuleux, la violence semble s'imposer comme un outil d'ajustement contemporain, comme dans le Moyen-Orient tant convoité.

Par : Julio Morejón Tartabull

Rédacteur pour l'Afrique et le Moyen-Orient

Lorsque les puissances victorieuses de la Première Guerre mondiale se sont partagé la région du Moyen-Orient en dépossédant les colonies ottomanes, la Jordanie, l'Irak, le Liban, l'Arabie saoudite et la Palestine sont nés.

Cependant, derrière les efforts patriotiques de décolonisation se cachent des projets visant à contrôler les excès et à éviter de mettre en péril les intérêts néocoloniaux, qui renforceront plus tard la découverte et l'exploitation du pétrole.

En effet, l'importance de la région s'est fortement accrue au fur et à mesure que l'influence turque d'avant-guerre, lorsqu'elle détenait l'autorité sur des territoires en Europe, en Afrique et en Asie, s'est affaiblie.

La réorganisation géopolitique promue par la France et le Royaume-Uni, ainsi que le nationalisme en vogue depuis la fin du XIXe siècle, ont reconnu l'utilité de favoriser la création d'un État "tampon" pro-occidental en terre d'Islam, d'y enfoncer un clou réactionnaire.

En 1897, le premier congrès sioniste s'est réuni à Bâle, en Suisse, rassemblant les divers intérêts de la vie sociale et économique des Juifs vivant sur le Vieux Continent, prônant le renforcement de l'exclusivité idéologique de cette communauté et un "foyer" en Terre sainte.

Le journaliste et écrivain austro-hongrois Théodore Herzl fut la figure de proue de cette réunion. Il lança une campagne en faveur de la création d'un État confessionnel, ostensiblement solidaire mais réfractaire dans son essence.

Vingt ans après l'événement et en pleine Première Guerre mondiale, le Premier ministre britannique Arthur James Balfour publia une déclaration qui, au détriment des habitants arabes locaux, entérinait de manière décisive l'idée d'y établir une entité juive.



PARTAGE DE LA PALESTINE

L'émigration juive vers la Palestine dans le cadre du mandat britannique (1922-1948) accordé par la Société des Nations a favorisé l'émigration juive en provenance d'Europe centrale et orientale, de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord, mais la croissance démographique galopante a empêché des changements substantiels dans la répartition démographique.

"En novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a approuvé la partition du territoire sous mandat britannique, suivie d'une guerre jusqu'en 1949, et la construction de l'État arabe a été suspendue. En 1948, Israël a créé le sien", cite contralinea.com.mx.

La fracture territoriale est suivie du premier conflit israélo-arabe (1948-1949), qui réunit les troupes d'Égypte, d'Irak, du Liban, de Syrie et de Transjordanie (future Jordanie) contre l'État juif nouvellement proclamé, soutenu par l'Occident.

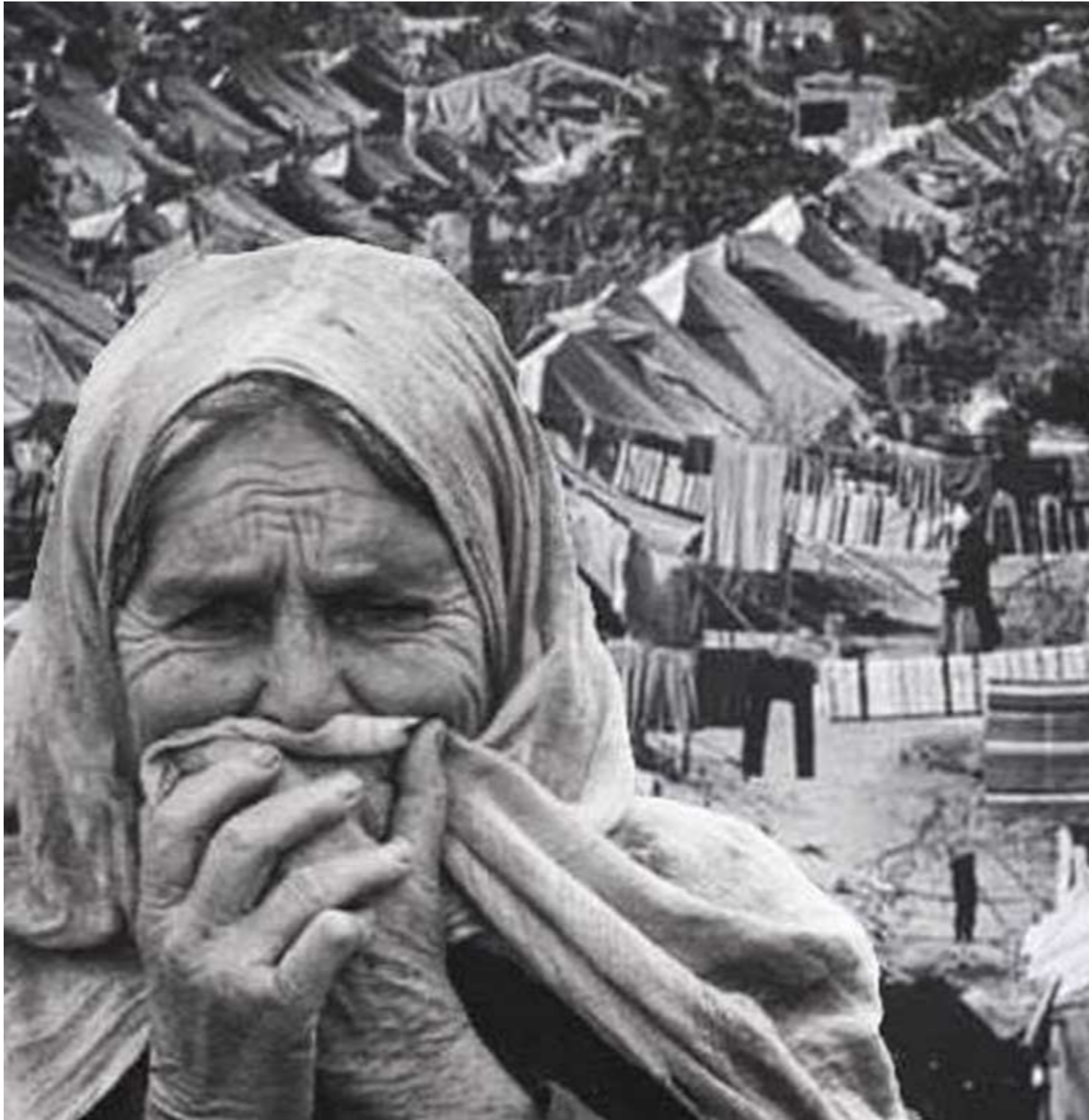
Israël, l'État cauchemar

Cette rupture est au cœur du conflit israélo-arabe et nuit à la stabilité de la sous-région, théâtre de cinq guerres et d'une trentaine d'opérations militaires perpétrées par Tel-Aviv ces dernières années contre la

Palestine.

L'alliance politico-militaire d'Israël avec l'Occident lui a permis de vaincre les armées arabes, d'être représenté au Moyen-Orient et de devenir membre de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Selon Ale Kur du site numérique primera-linea.com.ar, dans les années 1920, la présence arabe dans la région était de 93 %, tandis que la population juive n'était que de 7 %, une proportion que les sionistes allaient tenter de transformer avec la Nakba, l'un des épisodes les plus douloureux subis par le peuple palestinien.



La Nakba, ou catastrophe, est l'expulsion des Palestiniens de leurs terres et la dépossession d'autres biens par la terreur, une méthode similaire à celle utilisée par les nazis pendant l'Holocauste (1941-1945) contre les Juifs en Allemagne et dans l'Europe occupée.

Déplacer de force la population civile de son habitat est un crime contre l'humanité, qu'Israël a l'intention de reproduire en 2024 contre les habitants de la bande de Gaza au moyen de bombardements aériens et d'attaques terrestres.

Depuis lors et par la violence, les administrations hébraïques (indépendamment des nuances de droite ou de gauche) poursuivent un programme unique de géophagie et d'implantation de colonies de peuplement sur le sol arabe séquestré.

ACCORD SYKES-PICOT

En mai 1916, avec l'accord Sykes-Picot, Londres et Paris se sont partagé l'espace levantin colonisé par l'Empire ottoman ; les clauses secrètes ont été révélées plus tard par la presse russe, certains spécialistes affirmant qu'elles avaient été divulguées par Léon Trotski, qui était d'origine juive.

Les termes du pacte signé par l'Anglais Mark Sykes et le Français François Georges-Picot, sans tenir compte des intérêts arabes, ont été le préambule à l'avènement néocolonial dans la transition de l'après-Première Guerre mondiale.

L'ACCORD SYKES-PICOT

En mai 1916, avec l'accord Sykes-Picot, Londres et Paris se partagent l'espace levantin colonisé par l'Empire ottoman ; les clauses secrètes sont ensuite divulguées par la presse russe, certains chercheurs affirmant qu'elles ont été divulguées par Léon Trotski, qui était d'origine juive.

Les termes du pacte signé par l'Anglais Mark Sykes et le Français François Georges-Picot, sans tenir compte des intérêts arabes, ont été le préambule à l'avènement néocolonial dans la transition de l'après-Première Guerre mondiale.

Un autre accord franco-britannico-ottoman sur le sujet a été signé dans la ville française de Sèvres en 1920, qui reconnaissait la défaite de la Turquie dans la guerre et sa royauté acceptait le démantèlement de son espace colonial, mais cet accord n'a jamais été ratifié.

Si le premier conflit israélo-arabe a montré la capacité militaire des Hébreux, leur profil anti-arabe a été défini par le rôle de gendarme qu'ils ont joué aux côtés de la France et du Royaume-Uni lors de la crise du canal de Suez en 1956.

Cette année-là, l'Égypte du dirigeant Gamal Abdel Nasser nationalise la voie d'eau stratégique, dont l'importance est vitale pour le commerce et la communication entre trois continents : Asie, Afrique et Europe, ainsi qu'avec ses répercussions sur les Amériques.



"La voie navigable peut accueillir 61 % de la flotte mondiale actuelle de pétroliers, 92 % des vraquiers du monde et 100 % des porte-conteneurs, des véhicules et des navires de charge générale du monde", ont déclaré des responsables cités par [bbc.com](https://www.bbc.com).

En 1956, les deux puissances européennes ont attaqué l'Égypte avec Israël. C'est ainsi que Tel-Aviv, avec l'opération Kadesh ou Canal de Suez, est devenu un gardien crédible des intérêts occidentaux dans la sous-région stratégique.

Le conflit de 1956, qui s'inscrit dans le cadre de la guerre froide et qui a été stoppé par les efforts des Soviétiques et des Américains, diffère de celui qui a précédé la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), lorsqu'il n'y avait pas de pression de la part du camp socialiste.

Néanmoins, 70 ans après le premier congrès sioniste et 50 ans après la déclaration Balfour, Israël a déclenché un autre conflit avec l'opération "Paix pour la Galilée", la guerre des Six Jours, mais la résistance palestinienne armée était déjà sur la scène.



(À SUIVRE)

Ont contribué à cet ouvrage :

Amelia Roque

Rédactrice spéciale Prensa Latina

Laura Esquivel

Rédactrice Web Prensa Latina

Oscar Bravo

Rédacteur en chef Afrique et Moyen-Orient

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/352754-scanner-geopolitique-et-trahison-douloureuse-experience-palestinienne-i-photos>



Radio Habana Cuba